2. La transition effective au capitalisme

I. Le travail forcé comme mode principal d'extraction de plus-value et de mise en valeur de la colonie

A partir du début des années 1950, la mise en valeur de la colonie et le fonctionnement de l'économie portugaise dans son ensemble vont poser des problèmes nouveaux. Ceux-ci imposent un infléchissement important de la politique suivie jusqu'alors. Il ne s'agit cependant pas seulement d'une évolution interne arrivée à maturité et impliquant des transformations dans les conditions de mise en valeur et l'organisation économique de la colonie : ce sont les transformations que connaissent les pays capitalistes du centre dans leur fonctionnement économique interne, et dans les rapports qu'ils entretiennent entre eux et avec leurs propres colonies, qui vont obliger le Portugal à se mettre progressivement à leur pas, avec d'énormes difficultés.

Il convient, pour analyser les mutations profondes des formes de mise en valeur de l'Angola, d'en rappeler les traits essentiels jusque vers les années soixante.

1. Le travail forcé est le moteur de l'activité économique coloniale jusqu'au début des années soixante

Jusqu'au début des années soixante, le travail forcé reste le moteur à peu près unique des activités économiques de la colonie. Il n'y a donc pratiquement pas eu d'évolution pendant près d'un siècle, puisque la mise en place de cette forme d'organisation du travail date de 1878.

Les codes du travail ont essentiellement pour objet d'accommoder cette forme de travail aux conditions politiques et économiques de chaque période.

On a déjà vu les grands traits du code entré en vigueur en 1899. Le code de 1914 apporte certaines précisions intéressantes, comme en témoignent les articles suivants :

Article 2 : « Tout indigène valide sans domicile fixe et sans moyens de subsistance, sans profession régulière, [...] sera jugé [...], condamné et remis aux autorités administratives... »

Article 28 : Dans les établissements industriels et agricoles employant plus de 50 personnes, le patron est autorisé à mettre en place un ou plusieurs postes de police. »

Article 47 : « Tout contrat passé devant l'autorité administrative donne le pouvoir, dans le cas où celle-ci n'en a pas la possibilité, de faire accomplir les obligations du service et de réprimer les manquements à celles-ci. »

Article 76 : « Le contracteur ayant terminé son contrat qui ne souhaiterait pas le renouveler sera remis au *"curador"* ou son représentant, qui le prendra sous sa garde ou le fera placer où bon lui semblera, en attendant qu'il puisse être renvoyé dans ses foyers. [...] »

Article 96 : « Les indigènes qui désobéiraient à la réquisition et résisteraient au travail, ou s'évaderaient de lieux où il leur a été donné de travailler [...], seront repris, remis au juge [*curador*] ou à ses représentants pour être jugés comme vagabonds et condamnés à la prison ou au travail correctionnel. »

Ces lois, auxquelles doit être ajoutée l'impossibilité de payer l'impôt en nature, font des « indigènes » un fantastique réservoir de main-d'œuvre, au prix le plus bas envisageable, pour les colons essentiellement, et les quelques entreprises qui s'installent dans le pays. Cette masse humaine, taillable et corvéable à merci, utilisable selon le gré des colons avec l'aide puissante de l'administration coloniale est employée d'une façon brutale, déplacée selon les besoins, et rémunérée, on s'en doute, de la façon la plus misérable qui se puisse imaginer.

De telles méthodes ne laissent le choix à la population qu'entre développer ses propres plantations (dans l'exacte limite de l'appréciation portée par l'administration coloniale sur le caractère suffisant du travail consacré à cette exploitation) ou être soumis au travail forcé : le choix est en fait parfaitement factice, puisque l'administration peut décider à tout moment de l'insuffisance de l'exploitation, tandis que les sociétés coloniales de ramassage, qui contrôlent les prix, peuvent imposer totalement leur volonté aux planteurs indigènes en particulier quant aux espèces à développer et aux prix.

Ce mode de faire-valoir fixe étroitement le sort de la colonie et son type d'évolution économique :

— de misérables rémunérations de survie ne permettent en aucun cas à la population indigène de bénéficier d'un « pouvoir d'achat » quelconque. La demande de biens de consommation est réduite presque uniquement à celle des colons : elle reste donc très faible jusqu'en 1950-1960 ;

— les colons et sociétés exploitantes n'ont aucune raison de rechercher des gains de productivité : ils se contentent de réquisitionner de la main-d'œuvre (ou de la renvoyer) selon leurs besoins. Il n'y a pratiquement pas de demande de biens de production ou d'énergie ;

— dans ces conditions, la plus-value absolue perçue sur l'indigène n'a aucune raison de donner lieu à une accumulation locale quelconque, hormis quelques aménagements routiers et d'infrastructure de transport en général, ainsi que quelques services urbains (banques et services divers). La plus-value est totalement transférée à l'extérieur, tandis que la production « commerciale » est bien évidemment intégralement exportée ;

— il n'y a donc pas l'ombre d'une prémisse d'accumulation locale. Ceux qui se partagent la plus-value produite par les travailleurs noirs angolais ne peuvent que l'exporter et l'utiliser à l'extérieur : les colons la capitalisent pour une très large part au-dehors et en utilisent la part restante localement pour une consommation de luxe importée du Portugal ; les sociétés commerciales accumulent à peu près tout dans la (ou les) métropole(s) qui jouissent à cette occasion de termes de l'échange particulièrement avanta-

geux (on a vu la forme des « contrats » passés avec les travailleurs indigènes !) ; l'administration colonial utilise le reste pour financer quelques rares travaux d'infrastructure.

2. Le type d'insertion dans l'économie portugaise et dans l'économie capitaliste mondiale

Il n'est pas difficile d'imaginer quels types de rapports peut nourrir l'Angola avec le monde extérieur pendant toute cette *longue* période.

Les exportations

L'Angola exporte ses produits agricoles (et ses matières premières exploitées) vers les grands marchés mondiaux. Il s'agit de quelques monocultures (café, sisal), des produits de la pêche et du diamant qui représentent de 50 à 70 % du total des exportations, selon les années.

En 1951, le café représente 44,6 % des exportations, le sisal 19,3 %, le diamant 10 %.

Mais en 1950, les mêmes pourcentages étaient de 16 % pour le café et 8,6 % pour le sisal. Ces brusques sauts sont caractéristiques d'une économie coloniale consacrée uniquement à l'exportation de matières premières et soumise aux aléas des marchés mondiaux contrôlés par les quelques grands groupes qui font la loi. La métropole portugaise et ses groupes capitalistes secondaires subissent eux-mêmes, impuissants, la loi de ces mêmes groupes, à travers les prix mondiaux des matières premières.

En effet, les exportations de l'Angola sont dirigées principalement vers l'étranger (non portugais) avec une grande régularité : ainsi, cette part oscille pendant les années cinquante entre 70,2 % (année 1952 la plus basse) et 82,5 % (année 1953 la plus élevée jusqu'en 1962), tandis que celle du Portugal (hormis les autres territoires portugais) oscille entre 17,5 % (année 1953 la plus basse) et 29,5 % (année la plus haute, de 1951 à 1962 également). A travers sa colonie angolaise, c'est donc l'économie portugaise elle-même qui est ainsi spécialisée dans la production de matières premières à destination du monde capitaliste développé.

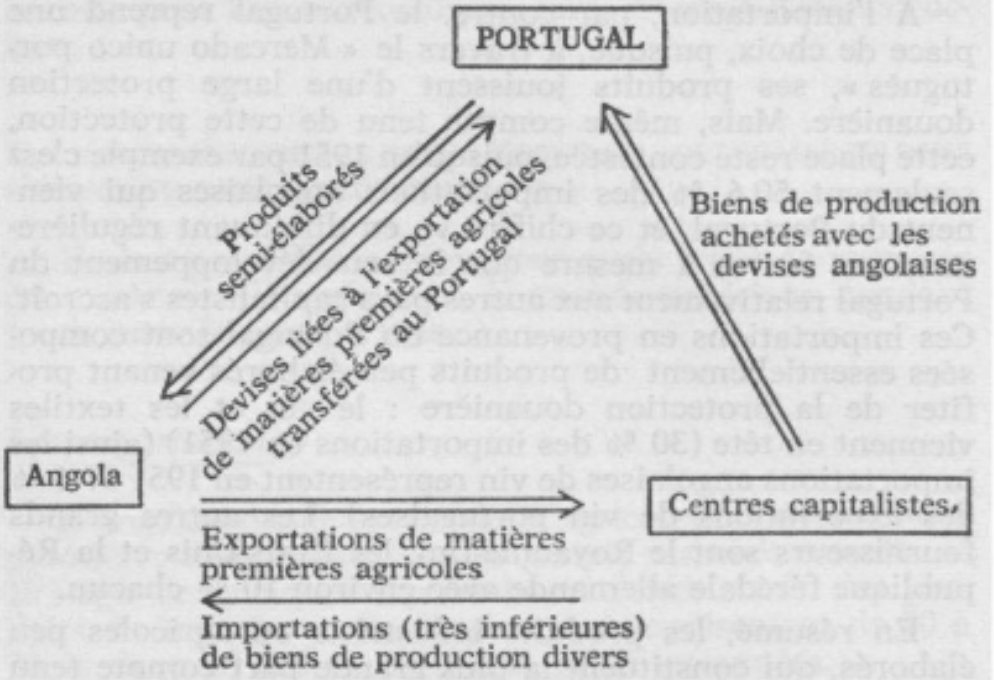
Les importations

A l'importation, par contre, le Portugal reprend une place de choix, puisque, à travers le « Mercado unico português », ses produits jouissent d'une large protection douanière. Mais, même compte tenu de cette protection, cette place reste contestée, puisqu'en 1951 par exemple c'est seulement 50,6 % des importations angolaises qui viennent du Portugal, et ce chiffre va en diminuant régulièrement au fur et à mesure que le sous-développement du Portugal relativement aux autres pays capitalistes s'accroît. Ces importations en provenance du Portugal sont composées essentiellement de produits peu élaborés venant profiter de la protection douanière : le vin et les textiles viennent en tête (30 % des importations en 1951) (ainsi les importations angolaises de vin représentent en 1951 57,4 % des exportations de vin portugaises). Les autres grands fournisseurs sont le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la République férédale allemande avec environ 10 % chacun.

En résumé, les produits industriels ou agricoles peu élaborés, qui constituent la plus grande part compte tenu du mode de faire-valoir de la colonie, sont importés du Portugal, qui bénéficie ainsi d'une zone d'écoulement privilégié, tandis que les produits plus élaborés, biens de production en particulier, proviennent des pays capitalistes du centre, le Royaume-Uni continuant au demeurant de bénéficier, vieux legs impérial, d'une position relativement forte.

Ainsi se dessine un schéma d'une grande simplicité qui fait jouer trois parties : la métropole portugaise, sa colonie d'Angola, les économies capitalistes du centre. Le Portugal surexploite sa colonie angolaise qui vend sur les marchés mondiaux des matières premières agricoles et sert de débouchés aux produits peu élaborés de l'économie portugaise ; le solde largement créditeur du Portugal par rapport à sa colonie (puisque celle-ci exporte sur les marchés mondiaux et importe du Portugal) donne lieu à un transfert de devises étrangères (dollars surtout, puisque les USA sont le principal client) qui sont transférées au Portugal où elles sont la base d'une accumulation, en permettant en particulier aux capitalistes portugais de se procurer des biens de production (pour l'essentiel importés).

Cela peut être résumé dans le schéma suivant :



Le schéma est, bien sûr, simplifié, mais donne l'essence du mécanisme de mise en valeur de la colonie au profit de l'économie portugaise, elle-même dominée et qui ne peut se passer de l'Angola pour acquérir ce qui lui est nécessaire.

La plus-value absolue prélevée dans des conditions épouvantables sur la population angolaise astreinte au travail forcé est ainsi répartie entre trois parties prenantes principales :

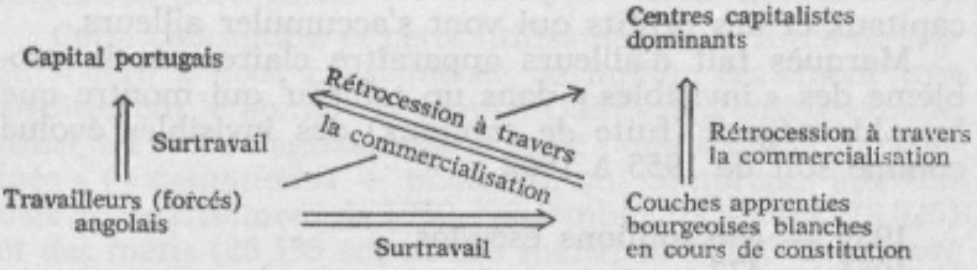
— *les centres capitalistes*, qui bénéficient de termes de l'échange favorables et surtout, comme on va le voir, de plus en plus favorables ; cela leur permet de prélever leur part, *grandissante*, du surtravail (travail non payé) des Angolais ;

— *le capital portugais*, à travers certaines grandes plantations, les sociétés commerciales coloniales et, dans une bien moindre mesure, le même mécanisme cité plus haut, prélève également sa part qui est alors (jusqu'au début des années soixante) principalement transférée et *accumulée au Portugal* ;

— *une apprentie bourgeoisie locale* prend progressive-

ment de l'importance et acquiert les moyens propres qui peuvent progressivement constituer une base locale et autonome d'accumulation à condition qu'un développement économique de la colonie elle-même soit possible : en attendant, leur part prend, elle aussi, le chemin du Portugal.

La circulation de la plus-value fait intervenir cette fois-ci quatre partenaires selon un schéma approximatif comme suit :



Circulation de la plus-value

On voit ainsi comment se forment trois centres d'accumulation : les centres capitalistes dominants, la métropole portugaise, et, potentiellement plutôt qu'activement, en Angola les grands planteurs et intermédiaires commerçants et financiers.

Le mécanisme des transferts vers la métropole n'est pas aisé à saisir, puisqu'il passe par de multiples canaux. En particulier, les données sur la balance des paiements angolaise sont difficiles à analyser compte tenu de la très grande importance des « *invisibles* ».

Ce qu'on doit noter à ce sujet c'est qu'à partir du début des années cinquante, où, pour des raisons qui seront analysées plus loin, est posé le problème du développement économique de la colonie, la question des transferts devient quotidienne et prend bien souvent un aspect obsessionnel, en particulier dans la littérature de l'administration économique angolaise. Ainsi Walter Marquès écrit-il à ce sujet dans une section consacrée à « La fuite des capitaux et les difficultés pour les faire entrer dans l'espace économique angolais[1] » : « Les capitaux in-

1. W. MARQUÈS, *Problèmas do Desenvolvimento Económico do Angola*, t. 2, p. 607.

vestis dans la province, et qui dans certains cas se reproduisent à un rythme soutenu, cherchent à s'évader vers la métropole, lorsque ce n'est pas vers l'étranger... » ; et, plus loin, cette intéressante précision : « Encore une fois nous proposons comme solution possible la création de conditions qui permettent de réduire les risques et d'améliorer la sécurité, car le taux de profit n'a plus besoin d'être augmenté... »

Ces propos sont clairs : le problème à l'époque où Marquès écrit ces lignes (1964) n'est pas d'augmenter l'exploitation de la main-d'œuvre (on en est toujours au travail forcé), mais d'empêcher ou de freiner la fuite des capitaux et des profits qui vont s'accumuler ailleurs.

Marquès fait d'ailleurs apparaître clairement le problème des « invisibles » dans un tableau[2] qui montre que le solde négatif (fuite de capitaux) des invisibles évolue comme suit de 1955 à 1962 :

1955	— 496	millions	escudos
1956	— 477	»	»
1957	— 683	»	»
1958	— 853	»	»
1959	— 831	»	»
1960	— 702	»	»
1961	— 136	»	»
1962	+ 284	»	»

Dans toute la période, sauf à la fin, et nous aurons l'occasion de commenter ce retournement, le solde des invisibles est très négatif. Il représente entre 20 et 25 % du montant total des exportations, ce qui est *énorme*.

Mais ce qui étonne et gêne Walter Marquès, économiste officiel portugais, est un fait bien normal, tant que la colonie ne change pas fondamentalement de type de croissance.

3. Le type de croissance de la colonie angolaise jusqu'au début des années soixante

Le type de mise en valeur de la colonie angolaise jusqu'au début des années soixante, fondé sur l'utilisation

2. *Ibid.*, t. 1, p. 159.

de la main-d'œuvre par le biais du travail forcé (et de son corollaire, les cultures forcées), présente, comme on l'a vu, les caractéristiques économiques suivantes :

Il ne permet en aucun cas le développement d'un marché intérieur, puisqu'il limite la reproduction de la force de travail à ses normes les plus élémentaires et les plus physiques : nourriture sommaire, paillasse, quelques vêtements. Le marché intérieur est donc limité à la demande des colons, des salariés et employés urbains portugais pour ce qui concerne les biens de consommation et de logement : il est ainsi étroitement lié à la politique d'immigration portugaise.

Cette conception et cette utilisation de la force de travail-bétail a pour conséquence de limiter également très étroitement le nombre des bénéficiaires de l'enseignement. Ainsi, en 1950, s'agissant de la seule population dite « évoluée » (« *assimilados* + blancs »), qui comprend, aux termes du recensement de 1950, l'ensemble des blancs (78 826) et des métis (26 335 sur 29 668 métis) et 30 089 noirs (sur 4 036 792, soit 0,74 % de la population noire), le pourcentage des analphabètes était déjà de 32,1 % ! Les Portugais blancs comprenaient 23 % d'analphabètes, le groupe des métis 38,2 %, celui des noirs « évolués » 50,9 % (soit 0,37 % de la population noire). En 1950 donc, 0,37 % de la population noire, après quatre siècles et demi de « présence portugaise », savait lire, selon les termes du recensement ! Ces données caractérisent bien le type de gestion de la main-d'œuvre par le sous-colonialisme portugais : une masse de bétail, administrée militairement, utilisée de la façon la plus rustique et la plus sommaire pour produire de la plus-value.

Le deuxième point qui doit être noté, c'est que ce type d'utilisation de la main-d'œuvre, à travers le travail forcé, en rend le coût d'utilisation (comme son coût de reproduction) si faible que ni les colons, ni les employeurs en général ne sont tentés de rechercher par quelque amélioration technique, ou par quelque achat de matériel plus performant, à améliorer la productivité du travail. On augmente la plus-value d'abord en augmentant les superficies exploitées et le nombre des travailleurs employés sur ces terres. La demande de biens de production est d'une très grande faiblesse : les biens élaborés importés d'autres pays que le Portugal sont essentiellement des biens de luxe ou de matériel de transport particulier ou collectif.

Ces deux éléments réunis qui conduisent à l'absence totale de marché intérieur font que la production « commerciale » est à peu près intégralement dirigée vers l'*exportation*, et c'est bien le cas, tandis que la *plus-value* prélevée *ne peut être accumulée sur place* (sauf une très faible partie pour le développement des cultures d'exportation, mais cela n'en demande pas beaucoup) : elle est donc elle-même, à peu près totalement exportée, comme on l'a déjà vu, qu'il s'agisse de sa partie « visible » (exportations de capitaux néanmoins « invisibles ») ou de sa partie « invisible » (extraction de surtravail par le biais des termes de l'échange).

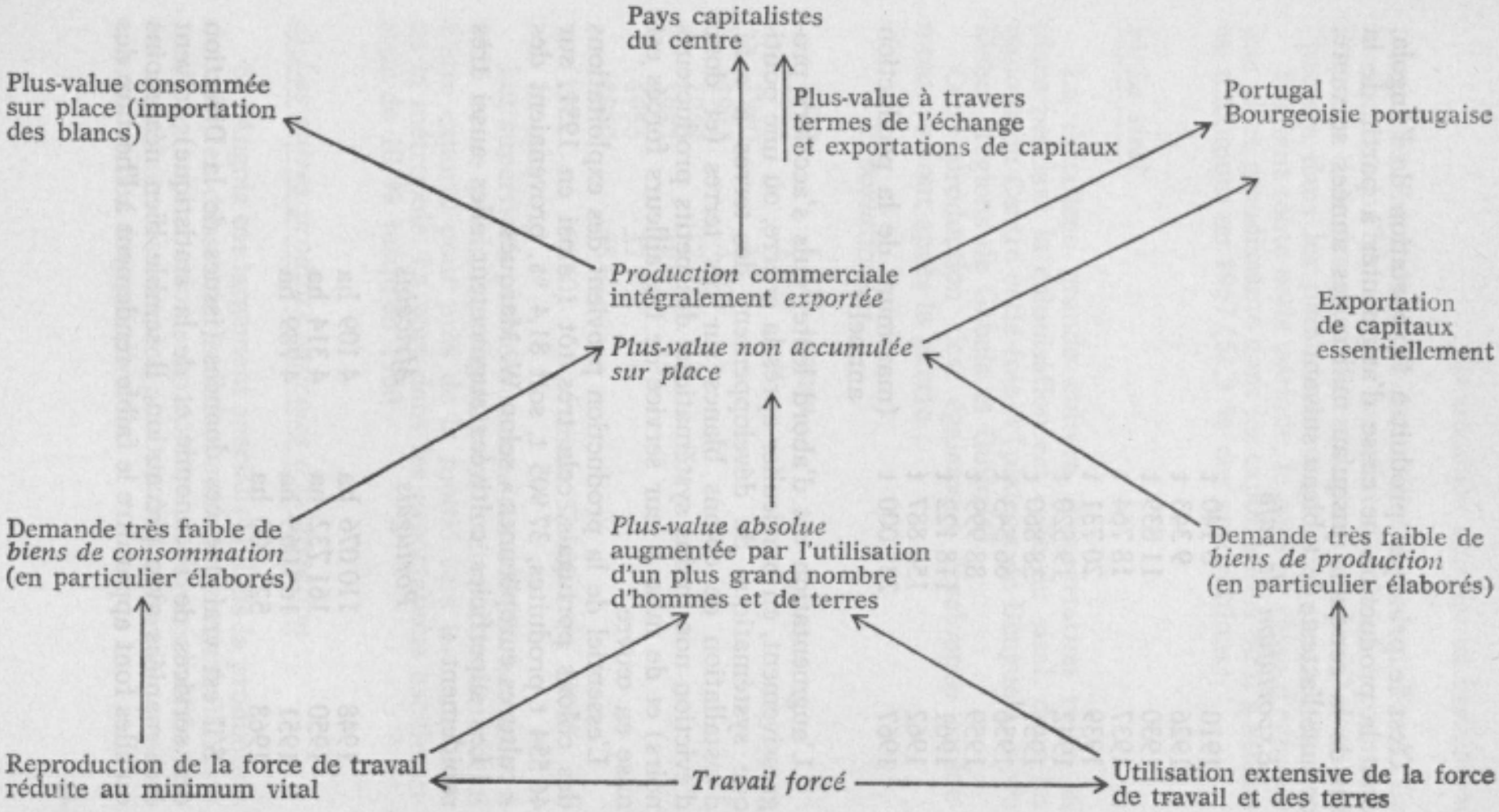
Le type de croissance auquel ce mode de mise en valeur de la colonie donne lieu est donc « unidimensionnel », c'est-à-dire qu'il ne contient pas, en lui-même, les germes d'une diversification économique, ou d'une évolution autonome vers le capitalisme et de nouveaux rapports sociaux, il va conduire au développement *quantitatif* d'un certain nombre de cultures d'exportation et venir heurter deux butoirs : le manque de main-d'œuvre et de terres riches, la saturation des marchés et la détérioration correspondante accrue des termes de l'échange pour les matières premières agricoles.

Le schéma de la page 45 résume le type de croissance dans lequel est enfermée la colonie.

Jusqu'en 1950, ce schéma est satisfaisant pour les pays capitalistes du centre, la bourgeoisie portugaise pour laquelle il est une base essentielle d'accumulation au Portugal, les colons qui reçoivent leur part de plus-value au passage. Il n'y a donc pas de remise en cause du type de croissance qui se poursuit avec une certaine régularité et la mise en valeur des terres les plus riches et les mieux desservies vers lesquelles on déplace la main-d'œuvre permanente ou temporaire nécessaire. Les principales productions développées sont les suivantes :

a) Le café

Le café est produit principalement dans les régions du nord du pays, district de Uige surtout, de Cuanza Norte et Sul également.


Pays capitalistes
du centre
Plus-value consommée
sur place (importation
des blancs)
Plus-value à travers
termes de l'échange
et exportations de capitaux
Portugal
Bourgeoisie portugaise
Production commerciale
intégralement *exportée*
Exportation
de capitaux
essentiellement
Plus-value non accumulée
sur place
Demande très faible de
biens de consommation
(en particulier élaborés)
Plus-value absolue
augmentée par l'utilisation
d'un plus grand nombre
d'hommes et de terres
Demande très faible de
biens de production
(en particulier élaborés)
Reproduction de la force de travail
réduite au minimum vital
Travail forcé
Utilisation extensive de la force
de travail et des terres

C'est le principal produit à l'exportation de l'Angola, dont la production ne cesse d'augmenter à partir de la fin de la conquête jusqu'au milieu des années soixante, comme l'atteste le tableau suivant :

Exportation de café

1910	6 140 t	
1926	9 343 t	
1930	11 839 t	
1937	18 764 t	
1939	20 731 t	
1942	19 520 t	
1951	38 860 t	
1956	66 543 t	
1959	88 999 t	
1961	118 122 t	
1962	156 887 t	
1967	235 000 t	(maximum de la production annuelle)

L'augmentation est d'abord lente, puis s'accélère progressivement, en particulier après la guerre, où une politique systématique de développement des terres à café, d'installation de colons blancs sur ces terres (et donc d'éviction non moins systématique des petits producteurs noirs) et de mise à leur service de travailleurs forcés est mise en œuvre.

L'essentiel de la production provient des exploitations des colons portugais, cela très tôt : ainsi en 1951, sur 46 554 t produites, 37 905 t, soit 81,4 %, provenaient des « cultures européennes » selon W. Marquès.

Les superficies cultivées augmentent elles aussi très rapidement :

	Portugais	*Africains*
1948	110 076 ha	4 109 ha
1950	161 732 ha	4 314 ha
1951	168 065 ha	4 789 ha
1968	525 000 ha	

S'il est vrai que ces données (issues de la Direction des services de l'économie et de la statistique) doivent être maniées avec précaution, il semble bien néanmoins qu'elles font apparaître le faible rendement à l'hectare des

terres des Européens, où est utilisé le travail forcé. Le rendement à l'hectare est en effet d'environ 2 tonnes à l'hectare dans les parcelles africaines et de 0,2 tonne à l'hectare dans les plantations et grandes propriétés.

Pendant toute cette période, le café ne cesse d'occuper une place grandissante dans les exportations où il a atteint un maximum en 1967 (51,9 % des exportations).

b) Le sisal

La deuxième grande culture d'exportation mise en place pendant la colonisation est celle du sisal, dans les régions du Centre cette fois-ci (plateau de Benguela, Nova Lisboa, régions de Gabela et Quibala).

Cette production s'est également développée rapidement, surtout après la guerre :

Exportations

1931	1 225	tonnes
1936	4 907	»
1940	6 198	»
1942	4 395	»
1948	17 424	»
1952	45 075	»
1956	37 795	»
1960	58 571	»
(1972	66 501	» mais 53 400 t en 1973)

Les superficies plantées occupaient 100 000 hectares en 1953 et ce produit présentait un trait particulier, celui d'être exporté pour près de la moitié vers les industries de la métropole. La part dans les exportations oscille autour de 10 % jusqu'en 1960

c) Les autres produits agricoles d'exportation

Si l'Angola est largement spécialisée dans la production du café, et dans une moindre mesure du sisal, il reste qu'il s'agit d'une colonie agricole qui, à travers l'utilisation du travail ou des cultures plus ou moins forcées, produit et *exporte* des denrées diverses.

Ainsi en est-il en particulier des produits suivants :

— le blé, dont l'exportation passe environ de 2 000 tonnes/an, aux alentours de 1910, à 50 000 t/an entre 1925 et 1930, puis 110 000 t/an entre 1935 et 1940, position moyenne qui reste stable par la suite (aux aléas annuels très importants près). Il s'agit pour la plus grande part d'excédent de la production indigène (aux alentours de 400 000 t en 1953) consommée sur place. En 1961, les exportations atteignaient 162 000 t (pour 224 M escudos) à destination principalement du Royaume-Uni (6 000 t) et du Portugal (18 000 t), ce qui plaçait ce produit à la quatrième place dans les exportations angolaises (5,8 %). Il s'agit également d'une culture pratiquée surtout dans les régions du centre (Huambo, Bié) ;

— la canne à sucre (plantée sur 10 000 ha en 1913) était transformée en sucre par trois entreprises et principalement exportée au Portugal : 32 152 t en 1951, 46 359 t en 1960 (123 000 contos soit, 3,5 % des exportations) ;

— le manioc — 1 434 t exportées en 1939, mais 45 556 t en 1951 et 77 637 t en 1960 (Allemagne fédérale et France) — est cultivé dans tout le pays, où il est un élément de base de l'alimentation ;

— le coton est une des plus vieilles cultures de l'Angola, commencée avec la guerre de Sécession aux Etats-Unis. La production exportée ne dépasse cependant le millier de tonnes qu'à partir de 1935 pour atteindre 5 500 t en 1953 et 8 900 t en 1960.

L'Angola exporte de même huile de palme (11 000 t en 1951, 15 000 en 1962), palmiste (9 800 t en 1951, 11 600 t en 1962), des haricots (21 300 t en 1951, 10 200 t en 1962), du tabac (600 t en 1951, 750 en 1962), de l'arachide, du riz, du ricin.

d) La pêche et les produits de la pêche

Avec 1 560 km de côtes bordant une mer riche en poissons de nombreuses espèces, l'Angola a été très tôt

utilisé par les Portugais pour pêcher et exporter les produits de la pêche.

Après des débuts très durs, liés en particulier au sous-équipement pour la conservation et au manque total de main-d'œuvre spécialisée (les Portugais sont obligés de réquisitionner des éleveurs nomades des régions proches, c'est-à-dire du sud, transformés pour les circonstances en marins !), la production se développe rapidement à partir de la fin de la guerre :

	Pêche déchargée	
1945	53 495 t	
1948	113 000 t	
1952	130 000 t	
1956	527 000 t	(année exceptionnelle)
1960	252 000 t	
1962	269 000 t	

De la sorte, en 1960 le total des produits de la pêche transformés (conserves, farines, huile) et non transformés (poissons secs) exportés atteignait 6,2 % des exportations, ce qui plaçait cette activité avant le minerai de fer et le blé dans les exportations angolaises. Le centre principal est Moçamedes, suivi de loin par Luanda.

e) L'élevage

Si l'élevage constitue l'activité principale de peuples pasteurs du sud de l'Angola, cette activité ne s'est guère mercantilisée au grand dam de l'administration portugaise comme en témoigne l'évolution du cheptel au demeurant fort important :

	1952	1962
Bovins	1 220 000	1 200 000
Ovins	119 000	120 000
Caprins	440 000	450 000
Porcins	260 000	300 000

L'exportation est donc restée très limitée, diminuant même fortement pendant la période étudiée (compte tenu de l'immigration portugaise) :

Exportations bovines

1930	7 900	têtes
1940	3 300	
1951	2 500	
1960	240	

f) Le bois

Ce n'est que très tardivement que, dans le district de Cabinda, les Portugais s'occupent d'utiliser les forêts de bois précieux à un rythme croissant rapidement.

Exportations de bois

1945	1 400	t
1950	27 000	
1955	60 000	
1960	91 000	

Ces exportations représentent alors à peine 2 % du total des exportations.

g) Le diamant

L'exploitation diamantifère restera longtemps (de la Première à la Seconde Guerre mondiale) la seule activité d'extraction minière en Angola. Elle est le fait de capitaux britanniques, sud-africains et belges, et cette exception est probablement due pour l'essentiel au fait qu'il s'agit alors du prolongement en territoire angolais (dans le district du Luanda) du gisement principal zaïrois. Abandonnée au capital étranger (avec une participation portugaise très minoritaire), l'exploitation du diamant par la Diamang donne lieu à la création d'un véritable petit Etat autonome à la frontière zaïroise, enclave totalement indépendante

du reste du pays et constituant, avec ses 25 000 ouvriers, un Etat dans l'Etat, dont l'obédience se limite au versement de redevances.

La production démarre en 1917 avec 4 110 carats, monte à 48 560 carats en 1919 et 106 000 en 1921, atteint déjà 784 000 carats en 1940 où elle plafonne jusqu'en 1957 (864 000 carats) pour atteindre 1 081 000 carats en 1962.

Ces diamants sont, bien entendu, exportés vers le Royaume-Uni, via le Portugal.

II. Le développement du mode de production capitaliste et le passage difficile du travail forcé à certaines formes de salariat

1. Les limites de l'extraction de plus-value absolue, et donc du type de croissance adopté

Le type de croissance économique et d'extraction de la plus-value, tel qu'il a été décrit dans la section précédente, a ses limites. Celles-ci vont être atteintes vers la fin des années cinquante par la conjonction d'un nombre important de phénomènes.

a) Le butoir de la quantité de main-d'œuvre

L'examen des données précédentes sur les principales productions commerciales angolaises fait apparaître clairement un changement de rythme à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale. La plupart des productions agricoles, qui avaient crû à des taux assez lents jusque-là, doublent, triplent, quadruplent pendant les années cinquante. Cela n'est pas dû au hasard, mais aux difficultés de valorisation du capital au Portugal, pays capitaliste passablement arriéré. Placé dans des conditions de concurrence difficiles par rapport à un marché européen en pleine unification et des conditions de production très évolutives et productives qui supposent une concentration élevée du capital financier, industriel, commercial, il est en train de transformer ses visées sur sa colonie la plus riche et la plus prometteuse, comme les quelques chiffres fournis plus

haut le montrent. La métropole portugaise, enfermée dans des structures productives non compétitives, spécialisées dans des branches à très faible croissance et en transformation rapide (passage des textiles naturels aux textiles synthétiques par exemple), est dans une situation économique difficile, et dans l'incapacité de mettre en œuvre, à travers un capital national très faible, même s'il comprend quelques groupes puissants, sa propre main-d'œuvre. L'exode d'une population rurale très importante, principalement dans les régions du Nord où domine la petite propriété, est accompagné d'un chômage énorme, faute des conditions d'une industrialisation rapide et puissante.

L'Angola recèle d'importantes richesses agricoles, des ressources minières, énergétiques, des potentialités économiques énormes : le régime salazariste va mettre en œuvre une politique d'immigration systématique, accompagnée d'un certain nombre de moyens matériels, pour installer cette nouvelle main-d'œuvre, portugaise cette fois-ci. Ainsi, alors que la population blanche en Angola avait augmenté de 35 000 personnes en quarante ans entre 1900 et 1940, atteignant 44 000 en 1940, elle augmente déjà à un rythme quatre fois plus rapide entre 1940 et 1950 (+ 35 000 en dix ans, soit une moyenne de 3 100 par an), et de manière phénoménale entre 1950 et 1960 (+ 93 700, soit près de 10 000 par an). La population portugaise (en y englobant les métis, peu nombreux) passe ainsi de 1,9 % de la population totale en 1940 à 2,6 % en 1950 et 4,7 % en 1960 (178 000 « blancs » et 53 000 métis).

Cette vague d'immigration, et dans une certaine mesure de moyens matériels et financiers (en particulier dans la mise en place d'une infrastructure), vient s'inscrire dans les mécanismes économiques décrits précédemment, qu'elle n'altère qu'assez peu dans un premier temps. Il n'y a donc pas, à proprement parler, de changement qualitatif, ni de diversification économique importante : les ressorts de la croissance et de l'exploitation locale restent les mêmes, et en particulier l'utilisation, même déguisée, du travail forcé comme mode de prélèvement principal de plus-value dans la colonie. Ce type de croissance ne peut qu'être le même que précédemment mais amplifié, décuplé : l'exportation en quantités physiques de café est multipliée par six entre 1950 et le milieu des années 1960, celle du sisal par trois, celle de tabac par quatre, de manioc par trois, de produits de la pêche par cinq, etc.

Dans une première phase donc, les mécanismes mis en place antérieurement sont non pas transformés, mais au contraire renforcés. En particulier le travail forcé, *l'utilisation extensive* et odieuse *de la main-d'œuvre* qu'il permet, *est non pas progressivement supprimé, mais au contraire plus utilisé que jamais et va conduire à des déportations de populations entières* : plusieurs centaines de milliers de personnes, comme le montrent les chiffres des recensements successifs. L'utilisation de la main-d'œuvre contrainte et forcée d'artisanale devient industrielle avec le changement du rythme de croissance ; de ce fait, elle nécessite non plus le seul déplacement d'individus mais de populations entières. C'est ce qui sera fait avec une brutalité et une répression qui laisseront des souvenirs épouvantables dans la plupart des régions angolaises, qu'elles soient principalement productrices de marchandises et utilisatrices de main-d'œuvre (comme le Nord) ou fournisseuses de main-d'œuvre (comme le Centre).

La croissance rapide, principalement dans l'agriculture, des années 1950 jusqu'au milieu des années 1960, s'accompagne donc d'une dégradation très sensible de la situation pour les indigènes, d'une accentuation féroce de la répression et de génocides non seulement culturels mais bel et bien physiques (ou géographiques).

b) Le problème des terres

S'il est vrai que l'Angola est très peu peuplé et dispose de terres en quantités immenses, les plus riches et les mieux placées (à proximité immédiate des voies de communication en particulier) sont par définition plus rares et donnent lieu, compte tenu de la rapidité de la croissance de cette phase, à une âpre lutte. En effet, le développement rapide des cultures par le biais du travail forcé, ou des parcelles indigènes, se fait dans des conditions de productivité dérisoire, et en particulier des rendements à l'hectare très faibles. Il faut donc étendre sans cesse les terres, et cela d'autant plus que la détérioration des termes de l'échange incite les colons et sociétés déjà installés à élargir leurs propres plantations. Dans les régions caféières en particulier, ce mécanisme se fait sentir très rapidement et va conduire à une politique très crue : l'évacuation pure

et simple de petits planteurs indigènes des terres les plus riches remplacés *de facto* par des colons installés sur leurs terres. La grande rébellion du Nord en 1961 trouve ses causes d'abord dans cette gigantesque expropriation-expulsion-répression des petits producteurs du Nord, qui n'ont le choix qu'entre la soumission (et le travail forcé ou « contractuel » sur les plantations des colons) ou la fuite. La plupart choisiront la fuite et les colons devront faire venir leur main-d'œuvre d'ailleurs.

Ici encore le butoir est lié au mode de mise en valeur des terres et au mécanisme de la plus-value absolue. Des travaux d'infrastructure, de modernisation et d'irrigation, l'utilisation de méthodes plus productives, telle est l'alternative inévitable qui commence à peser sur la politique coloniale.

c) Spécialisation internationale et termes de l'échange

L'époque où le colonialisme portugais met en place une politique d'accélération de la croissance antérieure en développant selon des méthodes inchangées les productions agricoles coloniales, et en particulier le café, est également celle où, au niveau international, la mise en concurrence sur des productions identiques de l'ensemble des pays de la périphérie dominée commence à bien porter ses fruits. Les marchés de la plupart des produits de l'agriculture coloniale arrivent à saturation ; les pays producteurs sont mis en concurrence selon des mécanismes puissants et difficiles à retourner, de vastes cartels se sont formés à l'achat ; les prix tendanciels se forment de moins en moins sur les pays les moins bien dotés et sur des accords « préférentiels », de plus en plus sur les pays les mieux dotés et la concurrence sous de nouvelles formes généralisée par le nouveau mode de croissance dans les pays impérialistes du centre.

La conséquence la plus nette pour les pays colonisés alors en est une dégradation sensible et rapide des termes de l'échange qui les oblige à produire beaucoup plus pour se procurer autant. C'est précisément lorsque le capital et le régime portugais commencent à mettre en œuvre une politique de développement actif de la colonie que s'opèrent ces transformations : le capital et les colons portugais vont être eux-mêmes victimes de la politique des nations impé-

rialistes, et leur accumulation va s'en ressentir fortement. Les conséquences s'en font nettement sentir sur les échanges extérieurs de l'Angola. Alors que de 1952 à 1964-1965 les importations restent à un niveau à peu près constant en tonnages, les exportations sont multipliées par cinq en tonnages, ce qui n'empêche pas le solde du commerce extérieur d'accuser une nette tendance à la détérioration. Ainsi, en 1951, la tonne de café angolais est vendue à 37 contos environ à l'exportation, en 1960, ce même prix est passé à 14,5 et atteint 11,9 contos en 1962 ! De 1951 à 1962, le prix *nominal* du café a donc été divisé par trois : pendant la même période on a multiplié la production de café par quatre, mais cela ne sert pas à grand-chose, puisque la valeur nominale des exportations de café n'a augmenté que de 31,1 %. Or, comme dans le même temps le prix de la tonne importée (il s'agit certes d'un indicateur assez frustre) a augmenté de 65,1 %, on arrive à ce paradoxe que l'Angola en 1962 obtient moins qu'en 1951 avec son café et en en produisant pourtant quatre fois plus !

Ainsi, le capital et l'administration coloniale portugais lancent une politique de développement agricole spectaculaire de la colonie au moment même où la situation se détériore précisément, c'est-à-dire au moment même où les grandes sociétés coloniales, les métropoles impérialistes se désengagent progressivement, et dans certains cas très rapidement, d'activités qui ne rapportent plus guère. Le retard, l'étroitesse du régime et de la bourgeoisie portugaise, incapables de mettre en œuvre à cette époque autre chose que ce qu'avaient déjà développé d'autres métropoles quelques décennies avant, apparaissent ici dans toute leur absurdité.

Les conséquences en sont très importantes.

Au moment où la bourgeoisie portugaise met en œuvre une politique nouvelle pour décupler son accumulation à partir de sa base angolaise, il est un peu tard pour spécialiser de façon intéressante la colonie dans les productions agricoles coloniales. La bourgeoisie portugaise est en retard d'une génération : c'est maintenant le tour des matières premières industrielles de servir de base d'accumulation rapide dans les pays de la périphérie. En retard d'une guerre, la bourgeoisie portugaise, qui n'a pas su utiliser suffisamment tôt, et d'une façon suffisamment massive, sa riche colonie comme base d'une accumulation aussi intense qu'ont fait les autres pays, est prise de court. Le Portugal sera en particulier obligé de faire appel *sans recours* au

capital étranger pour développer la production minière de l'Angola.

Exprimé autrement, cela signifie que l'essentiel de la plus-value extraite du travail angolais qui est quintuplée pendant cette période va non pas au Portugal et à sa bourgeoisie, mais au grand capital étranger, aux bourgeoisies du centre.

Une autre conséquence de ce retard dans le temps, c'est qu'il ne fait qu'amplifier les problèmes évoqués plus haut, c'est-à-dire qu'il rapproche considérablement le butoir de la main-d'œuvre et celui des terres. Le colon, l'exploitation coloniale productrice, les sociétés commerciales elles-mêmes se voient dans l'obligation de quadrupler en une dizaine d'années, et le nombre des travailleurs forcés, et celui des terres cultivées, pour aboutir au même profit, c'est-à-dire à la même part de plus-value restant entre leurs mains. Cela ne fait qu'accentuer les difficultés du type de croissance fondée sur l'extraction de plus-value absolue, et non sur des gains importants de productivité. Ce problème est d'autant plus lourd que la politique d'immigration implique l'installation de nombreux colons dans l'agriculture. A travers la colonie angolaise, c'est donc la bourgeoisie portugaise et toute sa politique coloniale, sa base d'accumulation qui sont touchées par la détérioration des termes de l'échange et l'organisation et la spécialisation de l'économie de la périphérie en fonction de l'accumulation du centre. La chose est d'autant plus tragique qu'elle se produit au moment même où cette même bourgeoisie a justement besoin d'une masse très importante de plus-value pour financer les énormes travaux d'infrastructure routière et énergétique nécessaires au développement actuel et futur de la colonie. La moitié des dépenses du 1er Plan de développement angolais (1953-1958) est affectée à l'infrastructure de liaison, et en particulier au réseau routier.

d) Les transformations dans le type de croissance des pays capitalistes du centre

A partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, les pays capitalistes du centre modifient considérablement leurs relations entre eux et avec les pays de périphérie, et leur type de croissance.

La suprématie incontestée des Etats-Unis fait de l'ali-

gnement sur les Etats-Unis la règle en matière de normes de production et de productivité : la généralisation des conditions US fait de la course à la productivité la base de la croissance. Ce mouvement est largement renforcé par l'épuisement progressif du réservoir de main-d'œuvre agricole accentué par les hécatombes de la guerre : les économies du centre connaissent le plein emploi pour une période assez longue. Le fondement du profit devient l'extraction de plus-value relative et l'accélération des gains de productivité, qui se traduisent, entre autres, par l'ouverture des frontières (Marché commun, AELE) et une concurrence accrue fondée sur la compétitivité.

L'intégration économique des pays coloniaux, fournisseurs privilégiés des métropoles dans un certain nombre de produits agricoles et débouchés pour certains produits élaborés, devient un obstacle à l'expansionnisme US. Celui-ci est à la recherche de matières premières : il s'agit des produits énergétiques en premier lieu, car ce nouveau type de croissance suppose une augmentation considérable de la consommation d'énergie (bien plus que proportionnelle à la croissance) ; des produits miniers en second lieu, puisqu'elle implique également une élévation énorme des matières consommées, en particulier dans l'industrie.

Sous les coups de l'expansionnisme US, de la redistribution générale qu'impliquent ces nouveaux mécanismes de la croissance (nouveaux par leur ampleur, ils existaient depuis longtemps !), les puissances coloniales réorientent progressivement leurs échanges qui se développent beaucoup plus rapidement entre elles qu'avec leurs colonies. Les luttes de libération nationale feront le reste, c'est-à-dire accéléreront le processus de la « décolonisation » politique, d'autant plus aisément que les colonies alors bien rentrées dans le processus de transition au capitalisme restent largement soumises économiquement et, dominées, se « sous-développent » d'elles-mêmes. L'ère néo-coloniale est en vue, puisqu'elle est possible, et même souhaitable.

Or le Portugal n'a pas suivi, tant s'en faut, cette évolution et se trouve donc coincé tant en métropole que dans ses colonies, et en particulier en Angola, enfermé dans des contradictions insolubles.

2. La montée des contradictions et la nécessité de les dépasser par la transition effective au capitalisme et la subordination aux impérialismes dominants

Le mode de faire-valoir de la colonie angolaise est venu buter successivement, et dans une large mesure simultanément, sur un grand nombre de contraintes, conséquences d'un déphasage dans le temps dû à la faiblesse et au caractère dominé et retardé du capital portugais.

La mise en valeur essentiellement agricole de la colonie atteint ses limites :

— la dégradation spectaculaire des termes de l'échange ne permet pas d'en faire une base d'accumulation suffisamment importante pour autoriser la poursuite de ce type de croissance. Les bénéfices d'une immigration intensive, d'une mise en culture quadruplée n'ont finalement guère payé ;

— par contre, cette politique a eu pour conséquence d'immobiliser des centaines de milliers d'actifs dans l'agriculture, d'en faire fuir des centaines de milliers d'autres hors des frontières, bref de bloquer la grande majorité de la population dans les campagnes et les activités rurales, de provoquer une pénurie générale de main-d'œuvre ;

— en tout état de cause, cette politique, indépendamment même de son caractère inintéressant par rapport aux échanges avec l'extérieur, a rencontré ses propres limites, celles de la main-d'œuvre qu'il faut sans cesse réquisitionner et déplacer, qui fuit et a atteint l'épuisement. La construction, la mise en place d'une infrastructure importante réclament, elles-mêmes, une main-d'œuvre en grand nombre.

Au même moment, au Portugal, la main-d'œuvre est abondante et s'expatrie, faute de trouver des emplois. Il y a là matière à échafauder une politique nouvelle.

a) La nécessité de définir une politique nouvelle et de faire appel au capital étranger

Le Portugal, qui n'a pas suivi l'évolution retracée plus haut des principaux pays capitalistes européens, est coincé :

la politique d'accumulation forcenée à partir des colonies a été un échec, puisqu'elle a essentiellement servi les impérialismes dominants. S'il est vrai qu'elle a largement contribué à former des groupes capitalistes portugais, c'est à une échelle bien inférieure à ce qui pouvait en être attendu et qui ne permet pas de résoudre les problèmes de l'économie portugaise. La population portugaise émigre vers d'autres cieux, vient en particulier s'employer à bon prix en France, où elle constitue un appoint considérable pour le capitalisme français.

En Angola, c'est le blocage également, comme on vient de le voir, pour des raisons qui, sans être d'une nature très différente, engendrent cependant des conséquences très différentes (compte tenu en particulier de l'existence du travail forcé, qui transforme les conséquences de mécanismes économiques proches).

Il y a nécessité absolue pour le capital et la bourgeoisie portugaise de repenser sa politique, métropolitaine comme coloniale :

— d'une part, essayer de trouver une association judicieuse de main-d'œuvre portugaise et de sous-main-d'œuvre angolaise qui implique à la fois une augmentation de l'émigration vers l'Angola et un dégagement des actifs angolais des secteurs où ils sont immobilisés ;

— d'autre part, organiser une reconversion des activités, et en particulier un développement de l'industrie et de l'*extraction minière*, dans des spécialités plus prometteuses que les quelques spéculations végétales ou animales alors bloquées.

Mais cette politique, déjà largement en germe dans les années cinquante et le 1er Plan de développement, suppose des moyens financiers, techniques, infrastructurels, bien au-delà des capacités de la bourgeoisie et du capital portugais, compte tenu en particulier de leur échec des années cinquante, compte tenu également du démarrage et du *coût de la guerre coloniale*.

Les portes se fermant ainsi progressivement, le capital portugais est enfermé dans un système de contraintes pesant : il sait avoir une politique à jouer *dont la carte maîtresse est l'Angola* ; il n'a pas les moyens de la jouer.

Que faire ?

La solution est simple et sans mystère : il est impossible d'éviter l'appel massif du capital étranger, qui devrait pouvoir être appâté par des ressources minières considérables et une main-d'œuvre, si on arrive à l'organiser, à vil prix.

Ainsi, faute d'être arrivé à constituer suffisamment vite, et de manière adéquate, un capital portugais prospère, puissant et autonome, la bourgeoisie portugaise est contrainte d'ouvrir l'empire, et *le Portugal lui-même*, aux capitaux étrangers, à les solliciter de multiples manières, bref à se comporter en bourgeoisie intermédiaire, dominée, et dans l'incapacité de mener son projet à bout, seule. C'est ainsi au capital étranger, américain, britannique, allemand, belge, sud-africain, français, japonais, que profite en dernier ressort la colonisation portugaise : elle leur offre une main-d'œuvre sous-utilisée, surexploitée, non scolarisée, déracinée (qu'il s'agisse du Portugal ou des colonies), des territoires riches en ressources minières, énergétiques, agricoles, moyennant participation aux profits (et aux frais, de la guerre en particulier) et possibilité de poursuivre dans ce sillage le développement d'un capitalisme proprement portugais. La bourgeoisie portugaise n'a pas le choix : le territoire et les hommes de l'Angola sont livrés au capitalisme international, à l'impérialisme. Ce fait sera concrétisé au niveau juridique par les décrets d'avril 1965 qui officialisent *l'ouverture au capital étranger des colonies comme du Portugal*, la distribution généreuse de permis d'exploration puis d'exploitation du sous-sol angolais, l'association large et générale entre le régime fasciste et le capital étranger, qui prendra en main une partie des frais de guerre, qui surtout va s'investir massivement dans les secteurs lourds inaccessibles au capital portugais (l'extraction minière par exemple).

Cette orientation suppose cependant de nouvelles transformations sociales profondes, en particulier dans les formes d'utilisation, de mise en œuvre, de gestion en général de la force de travail. C'est ce qui démarre non sans difficultés extrêmes à partir du milieu des années soixante.

b) La nouvelle croissance des années soixante et les contradictions propriété foncière - capitalisme industriel

Tandis que les cultures traditionnelles de plantation continuent à croître à un rythme puissant (la production de

café est multipliée par trois entre 1951 et 1961, mais encore par deux entre 1961 et 1967), et les malheurs qui les accompagnent (travail forcé à une échelle maintenant industrielle, éviction et fuite des petits producteurs de leurs terres), commencent à apparaître les prémices d'une autre forme de mise en valeur de la colonie. Les choses ne sont guère voyantes au début des années cinquante, parce qu'il s'agit alors encore essentiellement de bâtir l'infrastructure de liaison nécessaire à une nouvelle mise en valeur ultérieure (la moitié des fonds du 1er Plan de développement 1953-1958 sont consacrés aux transports) ; mais à partir des années soixante, surtout des années 1963-1964, c'est-à-dire une fois passé le premier désarroi dû au déclenchement de l'insurrection armée, la politique d'ouverture au capital étranger, de début d'industrialisation légère (il s'agit surtout de substitution d'import liée à l'immigration accélérée des Portugais), d'extension considérable de l'exploitation minière, des installations et services portuaires (et de transport) correspondant, le départ effectif pour une nouvelle phase est donné avec netteté : le capital portugais amorce une véritable politique de redéploiement en Angola, tandis que le capital étranger y développe massivement son emprise.

La première moitié des années soixante est donc caractérisée par la coexistence de deux types de croissance qui vont devenir rapidement contradictoires :

D'une part, la poursuite de la politique antérieure de la culture de plantation et de l'extension du colonat reposant sur une utilisation extensive et massive de la force de travail dans l'agriculture par le biais du travail forcé en particulier (même s'il est rebaptisé « contractuel »).

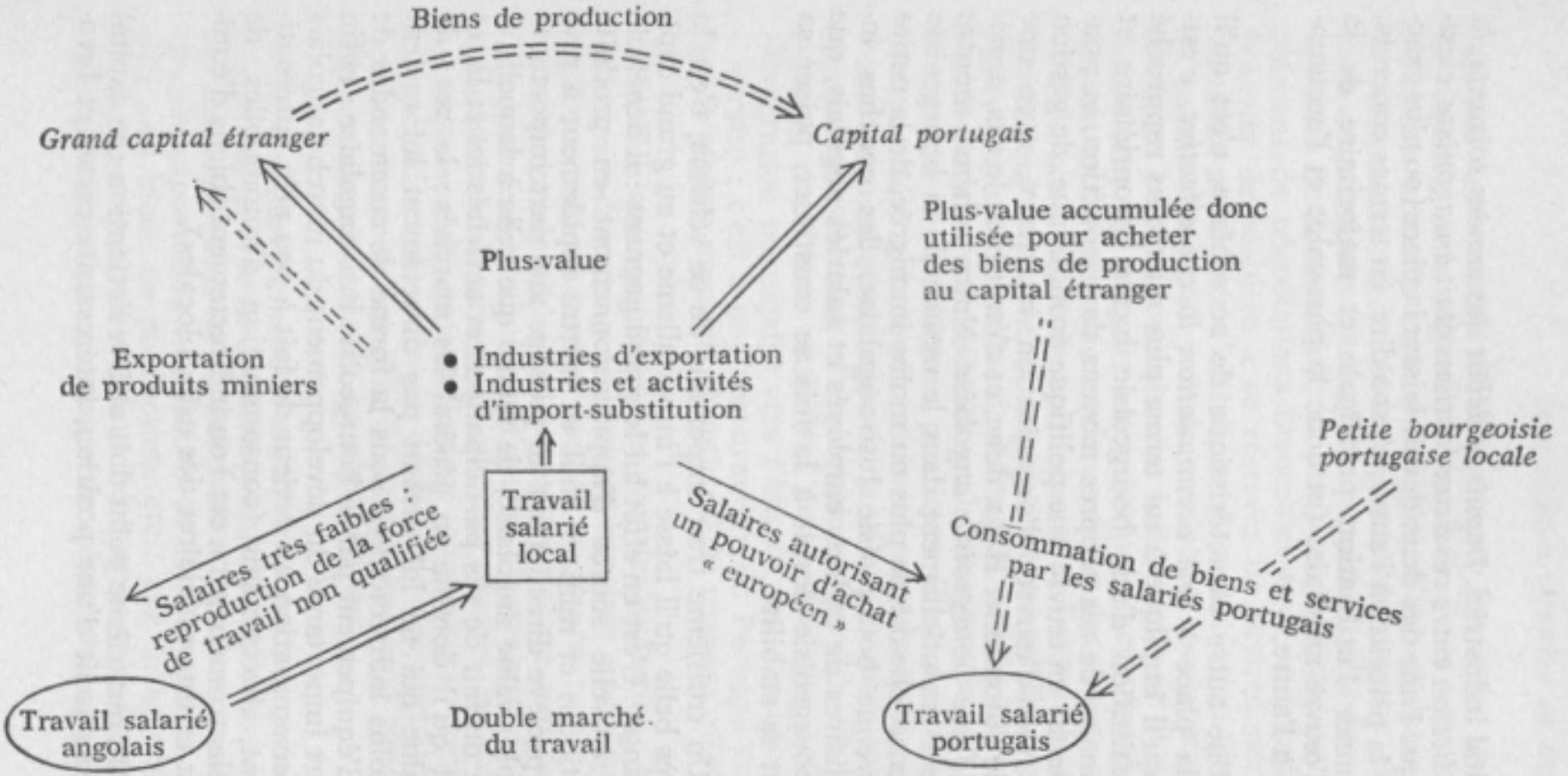
D'autre part, le démarrage rapide de nouvelles activités à grande échelle : l'extraction minière (fer et pétrole en particulier), les travaux d'infrastructure correspondants, la construction et le bâtiment (il faut bien loger les immigrés portugais), les activités associées (cimenteries, matériaux de construction), les industries de substitution d'import liées elles aussi à l'immigration massive de Portugais, les nombreux services, activités commerciales, administratives associées. La base sociale de ce nouveau type de croissance est le salariat et la mise en place d'un double marché du travail salarié : d'un côté, une minorité de Portugais et métis vont occuper les emplois salariés qualifiés ou non directement productifs (cadres, employés, maîtrise, ouvriers qualifiés,

services divers, etc.) ; de l'autre, une majorité d'Angolais va être employée dans les emplois non qualifiés et directement productifs. On favorise également l'installation des migrants portugais dans les activités de petite production, commerce, services, pour lesquelles les Angolais doivent jouer, une fois de plus, le rôle de main-d'œuvre subalterne.

La nouvelle politique est donc ambitieuse et très différente de la précédente. Il s'agit de passer à un nouveau type de croissance, fondé non plus sur une accumulation externe mais sur une accumulation locale ; non sur le travail forcé mais sur un double marché du travail salarié ; sur la constitution d'une couche petite-bourgeoise ou semi-bourgeoise portugaise intermédiaire entre le capital et un prolétariat portugais pour sa partie qualifiée et stable, angolais pour sa partie non qualifiée et instable ; il y a enfin répartition des tâches entre le capital étranger participant à de nombreuses activités, mais concentré essentiellement dans les quelques-unes qui requièrent de lourds investissements et une technicité avancée, et le capital, grand, moyen, petit, portugais, beaucoup plus diffus, rapidement présent dans toutes les activités (industries, commerces, agriculture, construction, exploitation forestière, services, finance, etc.), à tel point, qu'au début des années soixante-dix, la plupart des entreprises portugaises (y compris les plus petites, très nombreuses) ont leur filiale sur le sol angolais (et on ne sait plus dans nombre de cas si la filiale n'est pas la maison mère au Portugal : autrement dit, l'Angola devient une base d'accumulation locale « autonome »).

La division des tâches étant ainsi fixée, on voit le nouveau type de croissance impliqué (cf. schéma ci-contre).

1. Le fondement de ce schéma, c'est bien sûr le prolétariat industriel ou para-industriel angolais, dont la plus-value est partagée en de nombreuses parties, mais essentiellement le grand capital étranger et le capital portugais et luso-angolais : il est donc essentiel pour poursuivre ce type d'accumulation de libérer une main-d'œuvre angolaise « librement » *salariée*, mal rémunérée (car il y a beaucoup de parties prenantes), et venant s'offrir sur le marché du travail industriel, de la construction, des transports, urbain, etc. Il s'agit donc d'un schéma rapidement incompatible avec le schéma de croissance précédent, c'est-à-dire qu'il va opposer les colons de tous poils, les sociétés agricoles, de plantation, bref la fraction la plus agraire du capital et les propriétaires de *fazendas*, petits ou grands,



Circulation des biens et de la plus-value dans le nouveau type de croissance

au capital industriel. *Depuis le début des années soixante, la contradiction entre ces deux factions était antagoniste*, c'est-à-dire que l'une des deux devait laisser la place (ou plus exactement la priorité) à l'autre, c'est-à-dire, en termes concrets, abandonner l'utilisation principale et majoritaire de la main-d'œuvre angolaise (et donc la plus-value et l'accumulation) à l'autre.

2. Une autre caractéristique de ce schéma, c'est qu'il laisse la place à *une accumulation locale effective*, c'est-à-dire qu'il implique à un terme plus ou moins rapproché la constitution d'une bourgeoisie locale, propriétaire et gestionnaire de ses propres moyens de production, et pouvant mettre en œuvre une politique économique, de gestion de la main-d'œuvre, d'organisation intérieure, avec une certaine autonomie. Il y a donc, et c'était bien le cas, *apparition d'une bourgeoisie angolaise*. Notre schéma montre que c'est essentiellement dans le monde de la bourgeoisie portugaise, elle-même plus ou moins immigrée, de la petite et moyenne bourgeoisie luso-angolaise, des couches intermédiaires de cadres, employés et salariés angolais, que cette bourgeoisie devait à la fois se constituer, puiser sa force et sa stabilité.

3. Un troisième trait important de ce schéma, c'est la part très belle qu'il laisse à l'impérialisme et au grand capital étranger. C'est en effet lui le grand gagnant : il bénéficie d'une nouvelle source d'approvisionnement en produits énergétiques et miniers qu'il va mettre rapidement à profit ; il prélève directement au passage une part importante de la plus-value angolaise, de même que celle à laquelle il a droit du fait de ses participations et activités ici et là, et du fait qu'il domine en général les marchés ; la part de plus-value qui ne lui revient pas directement lui revient néanmoins indirectement sous la forme de commandes de biens d'équipement par la bourgeoisie luso-angolaise ; enfin une part importante du développement du marché angolais à la consommation lui revient de fait à peu près automatiquement, directement (consommation d'automobiles, de biens électroménagers, etc.) ou indirectement (biens d'équipement et intermédiaires des usines locales).

4. Un quatrième point doit attirer l'attention : le capital portugais jouit d'une position, intéressante certes et favo-

rable à un certain développement (et cela apparaîtra nettement), mais cependant dominée. Pour conserver son influence et cette zone privilégiée d'accumulation et de développement, il lui faut utiliser des moyens en partie extra-économiques (puisqu'il n'est pas le plus fort dans le domaine de l'économie) ; sa position politique est un gage puissant de négociations favorables avec le grand capital étranger de manière à se réserver un certain nombre de créneaux privilégiés d'activité et d'accumulation. Parce que, en même temps, il y a accumulation locale effective et tendance à une autonomisation économique de plus en plus importante par rapport à la métropole (cette indépendance devient en fait presque totale au début des années soixante-dix), la seule solution satisfaisante à l'ensemble des problèmes qui se posent en Angola (comme au Portugal) c'est l'immigration successive de Portugais, couche intermédiaire tampon entre le prolétariat et la bourgeoisie, de manière à résoudre les problèmes politiques (base populaire de la bourgeoisie), techniques (maîtrise, encadrement, qualification), économiques (apparition d'un marché local sans diminution du taux d'exploitation ouvrier). Le nouveau schéma, donc, non seulement ne conduit pas à diminuer l'émigration portugaise vers l'Angola, mais il l'accélère au contraire : c'est à une reconversion du Portugal en Angola que le régime voudrait aboutir ; il ne réussira qu'en partie.

5. Une autre remarque, et non des moindres : le butoir de la main-d'œuvre pudiquement baptisée « non qualifiée » implique une croissance fondée en bonne partie sur des gains de productivité qui permettent d'une part de libérer en permanence de la main-d'œuvre, d'autre part d'améliorer effectivement le niveau de vie des couches intermédiaires (portugaises et éventuellement angolaises), enfin d'être compétitif et de pouvoir développer des activités industrielles d'exportation afin de ne pas être trop gêné par les limites vite atteintes du marché intérieur.

6. Dernière remarque enfin, à ce propos précisément. Parce que ce type de croissance implique effectivement (par les biais des gains de productivité à mettre en œuvre, de la grande exportation nécessaire, de l'indispensable importation des biens de production, etc.) une intégration croissante, quoi qu'il arrive, dans l'économie mondiale, et donc une subordination croissante de l'économie angolaise aux

intérêts des centres directeurs de l'économie capitaliste mondiale, il n'est pas besoin pour le grand capital étranger, pour l'impérialisme en général, d'une domination politique étroite : la seule chose requise, c'est que ce type de croissance se poursuive, c'est-à-dire qu'il y ait formation d'une bourgeoisie locale, dominée, mais si possible réelle. Du point de vue du grand capital, l'indépendance est possible ; la solution néo-coloniale est envisageable, éventuellement souhaitable, du moment qu'elle ne remet pas en cause ces mécanismes économiques. Mais le grand capital étranger n'est pas le seul alors à ne pas être totalement opposé à l'« indépendance » ; d'autres forces y portent également ; des transformations politiques importantes sont possibles.

c) Evolution économique, évolution politique : la tentative portugaise pour dépasser ses contradictions

L'évolution économique, comme l'évolution politique de l'Angola à partir des années soixante sont examinées en détail ci-dessus. Il s'agit ici donc simplement de revenir sur des points évoqués ci-dessus pour montrer :

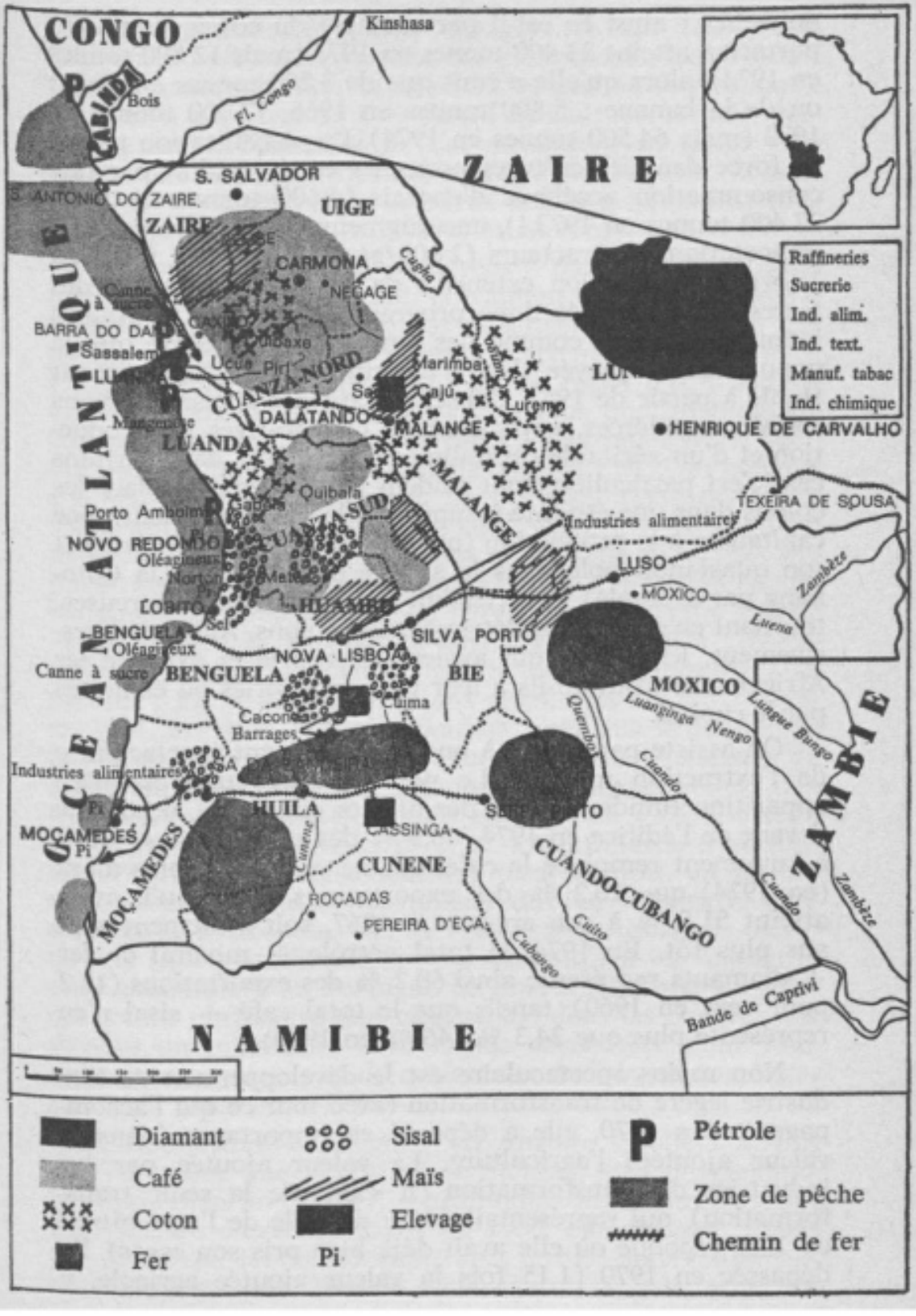
— qu'il ne s'agit pas de points mineurs : il y a eu des transformations spectaculaires, le nouveau mode de croissance est largement dominant au début des années soixante-dix ;

— que les conséquences politiques en sont également très importantes.

Quelques repères de l'évolution économique

Les cultures traditionnelles d'exportation reposant sur le travail forcé, dont la production a doublé, triplé, quadruplé pendant les années cinquante, commencent à stagner à partir des années soixante. Pour le sisal, c'est vrai dès 1960 (58 600 tonnes exportées contre 66 700 tonnes en 1974). Pour le café, le mouvement est plus tardif (le maximum est atteint en 1967 : 235 000 tonnes exportées (217 500 tonnes en 1974).

Les cultures qui se développent le font sur des bases


CONGO
Kinshasa
CABINDA
Bois
Fl. Congo
ZAIRE
S. SALVADOR
S. ANTONIO DO ZAIRE
UIGE
ZAIRE
CARMONA
NEGAGE
Cugha
Canne à sucre
BARRA DO DANDE
Sassalem
Ucua
Piri
CUANZA-NORD
Marimba
Cajú
Luremo
DALATANDO
MALANGE
HENRIQUE DE CARVALHO
LUANDA
Quibala
Porto Amboim
CUANZA-SUD
MALANGE
TEXEIRA DE SOUSA
Industries alimentaires
NOVO REDONDO
Oléagineux
LUSO
MOXICO
Zambèze
Luena
LOBITO
Sel
HUAMBO
BENGUELA
Oléagineux
SILVA PORTO
NOVA LISBOA
Canne à sucre
BENGUELA
BIE
MOXICO
Luanginga
Nengo
Lungue Bungo
Quembo
Cuando
Cuima
Cacon
Barrages
Industries alimentaires
HUILA
SERRA PINTO
MOÇAMEDES
Pi
CASSINGA
CUNENE
CUANDO-CUBANGO
ZAMBIE
Cuando
Zambèze
MOÇAMEDES
ROÇADAS
PEREIRA D'EÇA
Cuito
Cubango
Bande de Caprivi
NAMIBIE
OCEAN ATLANTIQUE
Raffineries
Sucrerie
Ind. alim.
Ind. text.
Manuf. tabac
Ind. chimique
Diamant
Café
Coton
Fer
Sisal
Maïs
Elevage
Pi
Pétrole
Zone de pêche
Chemin de fer

nouvelles : ainsi en est-il par exemple du coton, dont l'exportation atteint 23 400 tonnes en 1973 (mais 12 800 tonnes en 1974), alors qu'elle n'était que de 3 200 tonnes en 1964 ; ou de la banane : 5 800 tonnes en 1966, 77 000 tonnes en 1973 (mais 64 500 tonnes en 1974). La mécanisation rentre en force dans les cultures nouvelles et s'y traduit par une consommation accélérée d'engrais (4 600 tonnes en 1966, 27 400 tonnes en 1973 !), une augmentation très rapide des importations de tracteurs (2 000/an en 1961-1965, 9 000 en 1974). A l'utilisation extensive de la main-d'œuvre et des terres est substituée donc progressivement une utilisation intensive des uns comme des autres, de telle sorte que la population employée dans l'agriculture est pratiquement stable à partir de 1967. Conséquence : des transformations sociales accélérées, apparition de coopératives de production et d'un véritable capitalisme agraire qui, dans certains cas (c'est particulièrement évident pour le coton), place les colons dans une étreinte insupportable entre la concurrence capitaliste à la production (par des méthodes intensives) et son quasi-monopole dans la sphère commerciale (la Cotonang par exemple), et se traduit par des luttes vigoureuses, tournant en général au détriment des colons. Ainsi, progressivement, les colons qui avaient exproprié et exploité les Africains se trouvent-ils à leur tour expropriés ou exploités par le capital.

On assiste par contre à un développement spectaculaire de l'extraction minière. Le pétrole, après une première apparition timide à la fin des années cinquante, occupe le devant de l'édifice en 1974 (48,3 % des exportations), où il a largement remplacé le café, qui ne représente plus alors (en 1974) que 20,2 % des exportations, alors qu'il avait atteint 51,5 % à son apogée en 1967, soit seulement sept ans plus tôt. En 1974, le total pétrole + minerai de fer + diamants représente ainsi 60,2 % des exportations (18,2 pour cent en 1960), tandis que le total café + sisal n'en représente plus que 24,3 % (46 % en 1960).

Non moins spectaculaire est le développement de l'industrie légère de transformation (avec tout ce qui l'accompagne). Dès 1970, elle a dépassé en importance (dans la valeur ajoutée) l'agriculture. La valeur ajoutée par les industries de transformation (il s'agit de la seule transformation), qui représentait 61 % de celle de l'agriculture en 1966 (époque où elle avait déjà bien pris son essor), l'a dépassée en 1970 (1,15 fois la valeur ajoutée agricole, y

compris sylviculture, pêche, élevage) ! Il faut dire que le taux de croissance moyen des investissements dans l'industrie de transformation dépasse 20 % par an (en volume), alors qu'il n'est que de 1 % dans l'agriculture. De fait, progressivement, l'essentiel de l'accumulation se dirige vers les industries de transformation (et le bâtiment) : la part des investissements dans ces deux secteurs représente 38,7 pour cent du total en 1970 (29,8 % en 1966).

Ces transformations, accélérées à partir de la seconde moitié des années soixante, entraînent également une redistribution géographique des échanges. Le Portugal disparaît progressivement comme partenaire privilégié à l'importation : il ne produit pas les biens d'équipement dont ont besoin les industriels, pas plus que les biens de consommation nouveaux (voitures, électroménagers, etc.) des couches intermédiaires, seules détentrices d'un pouvoir d'achat à la consommation. Le Portugal reste un client important de l'Angola (coton, sisal, etc.), mais il perd un débouché privilégié. Ainsi, alors qu'en 1951 51 % des importations angolaises venaient du Portugal, position encore inchangée en 1960 (49 %), en 1974 il ne s'agit plus que de 22 % (contre 38 % pour la CEE). Par contre, à l'exportation, la place du Portugal aurait plutôt tendance à augmenter : 22 % des exportations angolaises en 1951, 24 % en 1961, 27 % en 1974. Le résultat, c'est que le commerce luso-angolais, qui était très excédentaire à l'avantage du Portugal jusqu'alors, est devenu déficitaire, et même très fortement déficitaire (le déficit apparaît en 1969, il atteint 1,4 milliard d'escudos en 1973, et 4,96 milliards d'escudos en 1974 !). Le renversement est total et pose en termes entièrement nouveaux le problème des rapports entre l'Angola et la métropole, ou, si l'on préfère, entre la bourgeoisie (qui peut être la même) accumulant en Angola et celle accumulant au Portugal. Le Portugal, même s'il reste encore un partenaire non négligeable dans les chiffres, est devenu un partenaire économique secondaire pour l'Angola. *Le nouveau type de croissance de l'Angola ne laisse guère de place pour l'économie portugaise.*

L'immigration portugaise en Angola, si elle n'atteint pas l'ampleur que le régime de Salazar, puis de Caetano, voudrait bien lui donner, a néanmoins atteint une vitesse de croisière élevée. A partir de 1955, elle dépasse 10 000 par an, ce qui est considérable. Aux termes du recensement de 1970, il y aurait 280 000 « blancs » en Angola, et 89 300

« métis », soit 6,5 % de la population totale au minimum (4,7 % en 1960 et 2,6 % en 1950). Il semble qu'il s'agisse d'une estimation faible (il y aurait eu selon d'autres sources entre 350 000 et 400 000 « blancs » à l'époque ; les journaux portugais annonçaient 600 000 Portugais en 1975 : ce chiffre paraît au contraire très élevé). Quoi qu'il en soit, *l'immigration portugaise en Angola date de l'après-guerre* et coïncide en particulier avec le développement du « nouveau type de croissance » et la volonté de former une *couche intermédiaire* entre le prolétariat et la bourgeoisie. *Il ne s'agit donc pas d'une population ancienne*, mais d'une population nouvelle appelée à servir de moyen dans la mise en œuvre de la politique de la bourgeoisie portugaise en Angola.

Toutes ces données chiffrées confirment largement les remarques antérieures sur les caractéristiques du « nouveau type de croissance » et d'insertion dans l'économie capitaliste mondiale. Dès le milieu des années soixante, et surtout à partir des années soixante-dix, l'Angola, sur le plan économique, n'est plus une colonie portugaise. Il s'agit d'ores et déjà d'*une simple néo-colonie livrée aux impérialismes dominants*, mais dotée d'un statut politique particulier (et totalement inapproprié), et surtout dans laquelle se construit à grande vitesse une bourgeoisie intermédiaire, presque exclusivement blanche.

Tout pousse alors l'Angola vers l'indépendance.

Le grand capital n'a qu'un problème : celui de la poursuite des mécanismes économiques mis en place pendant les années soixante. Il ne s'agit donc pour lui que de construire une indépendance qui respecte ces mécanismes, et de poursuivre l'intégration rapide dans l'économie capitaliste mondiale. La CIA avait déjà pris des assurances en soutenant Holden et le FNLA.

La bourgeoisie locale, en formation, et en autonomisation progressive par rapport à la métropole, est forcément plus circonspecte pour des raisons politiques faciles à comprendre. Mais, sur le plan économique, les obstacles disparaissent les uns après les autres. Il lui faut des coudées de plus en plus franches, et elle n'a besoin de l'ancienne métropole que pour des raisons politiques (et militaires). Un projet autonomiste prend progressivement forme. Des liens sont tissés avec l'UNITA.

Au Portugal même, le rôle qu'avait pu jouer l'Angola comme débouché, et dans une moindre mesure comme

fournisseur de certaines matières agricoles, s'estompe rapidement. De même, base d'accumulation au Portugal même pendant un temps, il devient progressivement plus autonome. L'imprécision des chiffres ne permet guère de rendre compte de façon satisfaisante de ce phénomène. On peut cependant noter que le solde des « invisibles », qui était régulièrement, et fortement, négatif jusqu'en 1961 (environ — 700 millions d'escudos), devient positif ou nul après 1962, surtout si l'on additionne au solde les mouvements de capitaux reconnus (total invisible + solde capitaux : — 266 millions en 1966, + 25 en 1967, + 151 en 1968, + 950 en 1969, + 568 en 1970, + 921 en 1971 ; mais très négatif en 1972 : — 1,7 milliard). En tout cas, l'Angola semble bien avoir perdu son rôle vis-à-vis de l'accumulation au Portugal (ces chiffres ne distinguent malheureusement pas le Portugal des autres pays).

Dans ces conditions, continuer à financer une guerre lourde, alors que le problème n'est plus celui des relations Angola-Portugal, mais de l'Angola lui-même en tant que base d'accumulation autonome, ne représente plus un intérêt aussi grand pour la bourgeoisie portugaise. Elle commence à lorgner du côté de l'autonomie ou de l'indépendance dans la communauté lusophone, comme en témoigne l'apparition du livre de Spinola.

Ces nombreux éléments se conjuguent peu à peu pour faire de l'indépendance un terme inéluctable, le problème posé étant moins celui de l'indépendance que celui de : quelle indépendance ?